

COMPTES ANNUELS 2018

C

O

N

D

J

60
ans

R

I

L

CONDURIL

CONDURIL

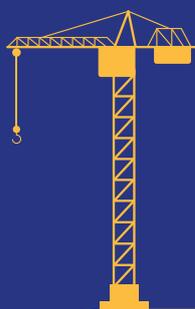
60 ANS D'HISTOIRE

1959



**FONDATION DE CONDURIL –
CONSTRUTORA DURIENSE, LDA.**

La société se consacrait à des petits travaux routiers



**ACQUISITION PAR LES ACTUELS
ACTIONNAIRES DE RÉFÉRENCE**

1970

1974

**CRÉATION DU LCC – LABORATOIRE
CENTRAL DE CONDURIL**

Système innovateur de contrôle
interne de la qualité

1976

**ELLE DEVIENT
UNE S.A.R.L.**

1990



DÉBUT DE L'EXPANSION SUR D'AUTRES MARCHÉS

Angola, Mozambique, Maroc,
Botswana, Sénégal, Cap-Vert,
Malawi, Zambie et Gabon



ADMISSION À LA NÉGOCIATION À LA BOURSE DE VALEURS



9^E MEILLEURE ENTREPRISE PORTUGAISE

Parmi les entreprises de tous les secteurs
Prix « Meilleure entreprise » du quotidien
Diário de Notícias

1993

2009



ENTREPRISE DE L'ANNÉE

(Magazine Exame)

2011

MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE EN « CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. »

Pour améliorer la perception de la dignité de
sa performance et de son opérationnalité
actuelles

2008 | 2009 | 2010 | 2014

CONSIDÉRÉE « MEILLEURE ENTREPRISE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION »

(Magazine Exame)

2015



COMPTES ANNUELS **2018**

S O M M A I R E

06

01
Conduril

10

02
Rapport
de gestion

18

03
États financiers
et annexe

62

04
Rapport et avis
du Conseil
de surveillance

66

05
Certification
légale
des comptes



01 CONDURIL

COMPTES ANNUELS **2018**

1. INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. est une société anonyme fondée en 1959. En 60 ans d'existence, son activité s'est axée exclusivement sur le domaine du génie civil.

Aujourd'hui, l'entreprise emploie plus de 1 800 collaborateurs qui exercent leurs fonctions dans 8 pays, son centre de décision étant localisé au Portugal (le siège de la société) et la coordination opérationnelle de l'Afrique australe étant centralisée en Angola.

Les organes sociaux de Conduril sont composés comme suit :

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

CONSEIL D'ADMINISTRATION

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

COMITÉ EXÉCUTIF

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ademar Américo Soares Paiva (président)
Júlio Gales Ferreira Pinto
Maria de Lourdes Lopes Chaves
João Ricardo Araújo Monteiro Rocha (suppléant)

CABINET D'AUDIT

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)

01

CONDURIL

CONDURIL, SYNTHÈSE DE LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE :



La coordination générale et la coordination exécutive en particulier reposent sur la cohésion, la consistance, la méritocratie, la loyauté, la rigueur, l'éthique et la culture. Ces valeurs sont soutenues par quatre principes : l'honnêteté, la transparence, la justice et le respect rigoureux des règles et des règlements.





02

RAPPORT
DE GESTION

COMPTES ANNUELS **2018**

CONFORMÉMENT
AUX STATUTS ET
DISPOSITIONS LÉGALES
APPLICABLES, LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE
CONDURIL - ENGENHARIA,
S.A. PRÉSENTE ET SOUMET
À L'APPRÉCIATION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
D'ACTIONNAIRES LE
RAPPORT DE GESTION, LES
COMPTES DE LA PÉRIODE ET
LES AUTRES DOCUMENTS
DE REDDITION DES
COMPTES CONCERNANT
L'EXERCICE DE 2018.

02.

RAPPORT DE GESTION

1. La production réelle mondiale a progressé de 3 points de pourcentage en 2017, une croissance similaire étant prévue pour 2018. Néanmoins, cette dynamique n'est pas clairement mise en évidence dans le secteur du génie civil où les niveaux d'activité sont encore très loin de la période avant la crise financière.

Au Portugal, d'après les données de la Banque du Portugal, l'écart de production s'approche de zéro. Stimulés par la croissance des 4 dernières années, les secteurs de l'économie sont, en général, proches de l'utilisation maximale de leur capacité de production. Cependant, ce scénario optimiste ne s'est pas répandu de manière uniforme dans tous les secteurs : celui du bâtiment et des travaux publics connaît une reprise beaucoup plus lente, partiellement aggravée par un faible taux de mise en œuvre des investissements prévus dans le programme gouvernemental « Portugal 2020 ».

En Angola, la dette extérieure croissante, la forte inflation, l'augmentation du déficit commercial et la dévaluation très forte du kwanza sont autant de facteurs qui contribuent à l'instabilité mise en évidence. Suite à ces obstacles, on



Portugal

estime que la production réelle ait présenté une légère contraction en 2018.

Au Mozambique, on vérifie une plus grande stabilité économique par rapport aux deux dernières années. Même s'il est prévu que le PIB, au cours des prochaines années, continue de présenter une tendance de croissance inférieure à celle de la dernière décennie, des taux de croissance à deux chiffres sont attendus à partir de 2023.

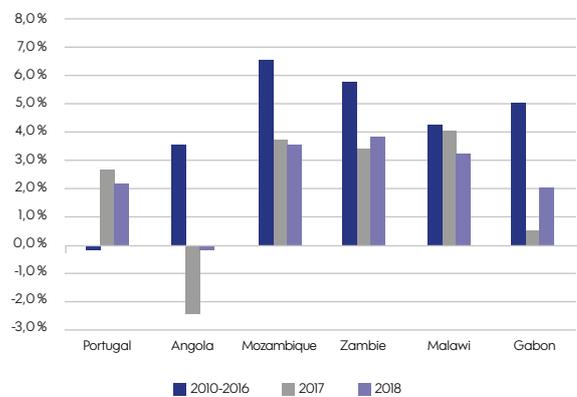
En Zambie, le produit intérieur a enregistré un taux de croissance d'environ 4 % en 2018. Le secteur de la construction est l'un des principaux leviers de cette hausse. Toutefois, on vérifie une dépendance croissante du financement issu de la Chine, engendrant une hégémonie d'entreprises de ce pays. La dette publique élevée est l'une des principales contraintes pour le développement de la Zambie.

Au Malawi, bien que la production réelle ait progressé au cours des dernières années à un taux supérieur à 3 points de pourcentage, le revenu par habitant reste faible (inférieur à 350 euros). L'agriculture reste l'une des principales activités économiques et les investissements majeurs en matière d'infrastructures sont conditionnés par l'obtention de financements extérieurs.

Au Gabon, en 2018, on a assisté à la dissolution du parlement par la Cour constitutionnelle et à la nomination de nouveaux députés. Ce changement devra contribuer à la réduction de l'instabilité politique connue depuis

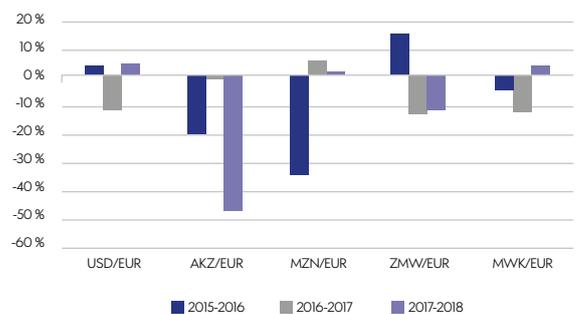
2016 et au doublement du taux de croissance du produit intérieur, passant de 2 %, en 2018 à environ 4 %, en 2019.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : FMI - Fonds monétaire international

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE



Sources : Banques centrales du Portugal, d'Angola, du Mozambique, de la Zambie et du Malawi

Pour l'année 2019, le taux de croissance de l'économie mondiale devra rester proche de 3 %, même si ce scénario optimiste dépend des fluctuations macro-économiques et, en particulier, du fonctionnement du marché de transactions internationales, du renforcement et du maintien des accords internationaux et de l'évolution des tensions géopolitiques, avec un accent particulier sur ce qui suit :

- hausse du prix des produits de base, notamment du pétrole ;
- fluctuation de change, fortement conditionnée par l'évolution du dollar américain, pour des raisons de politique interne ;
- renforcement du volume de projets financés par des organisations internationales en matière de développement d'infrastructures de base dans les pays émergents ;
- augmentation des investissements dans les pays où des élections auront lieu, comme dans le cas du Portugal ;
- renforcement des moyens pour réduire les taux élevés d'inflation, etc.

2. Le chiffre d'affaires a atteint près de 120 millions d'euros, ce qui représente une réduction de 15 % par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires en dehors du Portugal représente environ 77 % du total, l'activité sur le territoire national étant bien inférieure aux prévisions, en raison d'indéfinitions dans les projets déjà attribués et de retards dans la mise en œuvre du plan d'investissements défini pour la période 2014-2020.

Les principaux projets mentionnés dans le rapport de l'année précédente restent en cours d'exécution et le contrat pour la construction de l'IP5 entre Vilar Formoso et la frontière espagnole a été signé. Les travaux suivants ont débuté : au Portugal, la construction du plus grand pont suspendu pour piétons du monde à Arouca et la stabilisation de talus sur les voies ferrées du Douro, du Nord et de la Beira Baixa ; en Angola, la mise en œuvre des infrastructures du nouveau centre urbain de Sumbe pour le client Kora ; et, au Mozambique, la réhabilitation de 3 zones d'irrigation, la construction d'infrastructures pour le terminal de Galp à Beira et la construction de 3 ponts à Cabo Delgado pour le maître d'œuvre Konoike.

Les principaux indicateurs continuent de mettre en évidence la solidité économique et financière de la société, malgré les contraintes sévères qui ont pénalisé le chiffre d'affaires et les résultats nets, comme on peut le constater d'après le tableau suivant :



Angola

INDICATEURS	2017	2018
Actif net (€)	456 017 167	370 596 384
Passif (€)	238 188 307	158 164 579
Capitaux propres (€)	217 828 860	212 431 805
Dette brute (€) ⁽¹⁾	114 437 885	47 384 213
Dette nette (€) ⁽²⁾	-32 045 329	-19 124 841
Chiffre d'affaires (€)	140 460 967	119 700 251
EBE (€)	33 358 782	25 185 566
Résultat net de l'exercice (€)	7 006 696	3 045 198
Autonomie financière	48 %	57 %
Liquidité générale	170 %	199 %
Ratio de solvabilité	91 %	134 %
Ratio d'endettement	109 %	74 %
Rentabilité des ventes	5 %	3 %
Dette brute / EBE	3,43	1,88
EBE / Chiffre d'affaires	24 %	21 %

⁽¹⁾ La dette brute présentée correspond à la somme de tous les financements bancaires souscrits par la société.

⁽²⁾ La dette nette représente l'écart entre la dette brute et les disponibilités financières ou ressources assimilables de la société.

3. La politique d'investissement adoptée par la société présente une flexibilité élevée, permettant une adaptation rapide aux conditions du marché.

Dans ce contexte, les principaux investissements réalisés en 2018 sont centrés sur deux noyaux : les actifs fixes et le capital humain.

En matière d'actifs fixes, plusieurs équipements de base et matériels de transport ont été renouvelés et renforcés et la construction du nouveau siège de la succursale d'Angola, appelé « Metamorphosis », a été achevée. Le projet de ce bâtiment a été l'un des finalistes dans la catégorie d'usage mixte de l'événement « World Architecture Festival 2018 ».

L'investissement dans le capital humain a traduit le sens de responsabilité sociale organisationnelle de Conduril qui repose sur les fondements suivants :

- promotion de la formation : plus de 21 500 heures de formation ont été enregistrées en 2018, 81 % desquelles dispensées à la Conduril Academy. En Angola, la Conduril Academy a mis en place un projet de sélection en vue de l'attribution de 10 bourses financées par l'entreprise, l'élargissement de ce projet au Mozambique en 2019 étant à l'étude.
- protection des collaborateurs : avec des polices d'assurance santé, assistance et protection voyage qui couvrent tous les collaborateurs respectant les critères définis par l'Administration.
- complément de rémunération des travailleurs à la retraite : le Fonds de pension Conduril, intégralement financé par des ressources propres et qui présente une valeur actuelle de plus de 9 millions d'euros, a garanti ce principe.

4. L'attention portée à la satisfaction de toutes les parties prenantes représente fidèlement la conduite de Conduril et de toutes les procédures que celle-ci met en œuvre. La conformité et la cohérence de ses procédés sont reconnues une année après l'autre par des entités extérieures indépendantes compétentes et se sont traduites, en 2018, par :

- le suivi, le maintien et l'extension de la certification du système de gestion de la qualité au Portugal et à Edirio, sa revalidation à la succursale d'Angola, à Métis et à Urano, ainsi que son nouvel octroi à la délégation du Mozambique et à ENOP par l'APCER (Agence portugaise de certification), conformément à la norme NP EN ISO 9001:2015 ;



- le renouvellement et l'extension de la certification du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal, à Edirio, à la succursale d'Angola, à Métis et à Urano, et son nouvel octroi à la délégation du Mozambique et à ENOP par l'APCER, conformément aux normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008 ;



- le suivi, le maintien et l'extension de la certification du système de gestion environnementale au Portugal et à Edirio par l'APCER, conformément à la norme NP EN ISO 14001:2015 ;



- le suivi de l'accréditation par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) du Laboratoire central du Portugal, conformément à la norme NP EN ISO/IEC 17025:2005 ; et,



- la certification obtenue dans le cadre du marquage CE pour les structures métalliques fabriquées à Edirio, conformément à la norme EN1090+1:2009+A1:2011.



Mozambique



Malawi

5. Les causes nuisibles qui ont contribué à la détérioration de l'industrie de la construction et qui ont conduit plusieurs entreprises de ce secteur à la pratique d'une politique de prix excessivement bas sont perçues comme un défi, étant donné que Conduril cherche toujours à être concurrentielle et maintenir les critères de qualité qui lui sont reconnus. Celles-ci sont envisagées, en parallèle, comme une opportunité, car ces critères constituent un élément majeur de différenciation.

Pour l'année 2019, l'entreprise envisage un volume d'activité et de résultats supérieur à celui constaté en 2018.

Aujourd'hui, le portefeuille des travaux en cours s'élève à environ 300 millions d'euros et présente de bonnes perspectives de renforcement à court terme.

L'expansion sur de nouveaux marchés reste à l'ordre du jour de Conduril, même si celle-ci est conditionnée par des projets présentant un grand intérêt stratégique et financier.

6. Autres informations :

a) Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.

b) Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.

c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

e) Aucune modification n'est survenue au cours de l'année 2018 en ce qui concerne le nombre d'actions de CONDURIL - Engenharia, S.A. détenues par des titulaires du Conseil d'administration.

7. Conscient de l'importance de la stabilité et de la solidité économique et financière de l'entreprise et de l'équilibre de ses capitaux propres, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et statutaires, propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 3 045 198 euros, soit appliqué comme suit :

- Dividendes : 900 000 euros, ce qui correspond à 0,50 euro par action ;
- Réserves libres : 2 145 198 euros.



Portugal

8. Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration tient à remercier tous ceux qui ont participé à l'activité de Conduril, en particulier les collaborateurs de l'entreprise pour leur engagement et professionnalisme et les clients, les fournisseurs, les institutions bancaires et les autres éléments des Organes sociaux pour leur collaboration et compréhension.

Fait à Ermesinde, le 11 mars 2019

Le Conseil d'administration,



Gabon



03 ÉTATS
FINANCIERS
ET ANNEXE

COMPTES ANNUELS **2018**

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

	NOTES	2018	2017
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	2;3;7	52 541 041	54 603 777
Immobilisations incorporelles	2;3;6	5 255 226	5 280 122
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	8 122 906	12 441 923
Autres immobilisations financières	3;18	84 261 223	84 990 440
Actifs d'impôt différé	3;17	-	103 713
Sous-total		150 180 395	157 419 976
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	11 731 189	11 106 258
Clients	3;18	114 925 890	131 622 757
Clients avec une retenue de garantie	3;18	2 937 428	5 454 928
État et autres organismes publics	20	13 341 737	12 306 994
Autres comptes débiteurs	3;18;20	65 701 668	46 819 627
Charges constatées d'avance	3;20	262 647	274 357
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;18	-	1 944 715
Autres actifs financiers	3;18	-	83 041 539
Encaisse et dépôts en banque	3;4	11 515 429	6 026 017
Sous-total		220 415 989	298 597 191
TOTAL DE L'ACTIF		370 596 384	456 017 167
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 044 492	3 044 492
Autres réserves		200 713 581	196 406 885
Résultats reportés		453 463	214 819
Écarts de réévaluation		2 708 790	2 947 434
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(6 583 719)	(841 467)
Sous-total		209 386 607	210 822 164
Résultat net de l'exercice		3 045 198	7 006 696
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3	212 431 805	217 828 860
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	11 613 416	10 611 916
Financements obtenus	3;8;18	34 554 042	50 848 697
Passifs d'impôt différé	3;17	1 356 928	1 239 086
Sous-total		47 524 386	62 699 699
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	54 992 812	76 818 223
Avances de clients	3	16 799 065	14 649 126
État et autres organismes publics	20	14 728 614	6 954 765
Financements obtenus	3;8;18	12 830 171	63 589 188
Autres comptes créditeurs	3;20	10 066 490	10 963 846
Produits constatés d'avance	3;11;20	1 223 041	2 513 460
Sous-total		110 640 193	175 488 608
TOTAL DU PASSIF		158 164 579	238 188 307
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		370 596 384	456 017 167

L'administration,

Le comptable certifié,

COMPTE DE RÉSULTAT PAR NATURE

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2018	2017
Ventes et services fournis	3;12;20;21	119 700 251	140 460 967
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	2;3;9	769 279	(209 108)
Variation des stocks de la production	3;10	-	(310 187)
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 540 773	7 573 200
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(25 889 647)	(30 594 851)
Fournitures et services extérieurs	20	(49 603 854)	(65 481 109)
Frais de personnel	3;19;20	(31 926 558)	(36 270 207)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	(25 307)	(56 899)
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;18	258 946	(28 266)
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(279 237)	(305 807)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur	3;18	-	-
Autres revenus	14;20	22 644 716	33 187 736
Autres charges	2;14;20	(12 049 394)	(14 997 659)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		25 139 968	32 967 809
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(6 233 395)	(8 893 478)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		18 906 573	24 074 331
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;20	(6 312 069)	(11 165 964)
Résultat avant impôts		12 594 504	12 908 367
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(9 549 306)	(5 901 671)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		3 045 198	7 006 696
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		3 045 198	7 006 696
Participations ne donnant pas le contrôle			
Sous-total		3 045 198	7 006 696
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		1,69	3,89

L'administration,

Le comptable certifié,

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

POSTES	NOTES	2018	2017
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		166 463 034	134 394 789
Règlements fournisseurs		(67 347 937)	(79 890 346)
Rémunérations du personnel		(25 959 093)	(29 464 256)
Trésorerie générée par les opérations		73 156 005	25 040 186
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(1 177 033)	(2 337 577)
Autres encaissements / décaissements		(12 339 831)	2 177 810
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		59 639 141	24 880 419
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(590 349)	(8 778 798)
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations financières		(12 241)	(8 751)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		-	17 673
Autres actifs	3;4;18	-	-
Intérêts et produits assimilés		2 440 141	2 992 947
Dividendes		800 907	4 178 380
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		2 638 458	(1 598 548)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		85 140 797	127 096 427
Libération de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(131 647 417)	(140 602 502)
Financements leasings		(733 358)	(1 141 320)
Intérêts et charges assimilées		(5 881 765)	(9 881 063)
Dividendes		(2 700 000)	(900 000)
Autres opérations de financement		-	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		(55 821 744)	(25 428 458)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		6 455 855	(2 146 588)
Effets advenant des différences de change		(966 444)	(412 491)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		6 026 017	8 585 096
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	11 515 429	6 026 017

L'administration,

Le comptable certifié,

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
SITUATION AU 1 ^{ER} JANVIER 2018	10 000 000	(950 000)	3 044 492	196 406 885	214 819	2 947 434	(841 467)	7 006 696	217 828 860	-	217 828 860
Affectation du résultat de l'exercice				7 006 696				(7 006 696)	-		-
Situation au 1 ^{er} janvier 2018 suite à l'affectation du résultat	10 000 000	(950 000)	3 044 492	203 413 581	214 819	2 947 434	(841 467)	-	217 828 860	-	217 828 860
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :											
Première adoption du nouveau référentiel comptable									-		-
Changements de méthodes comptables									-		-
Écarts de conversion des états financiers					398 755	(398 755)			-		-
Libération d'écarts de réévaluation					(160 112)	160 112			-		-
Écarts de réévaluation									-		-
Ajustements d'impôt différé									-		-
Application de la méthode de la mise en équivalence									(5 911 042)		(5 911 042)
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres									168 789		168 789
						(238 644)			(5 742 253)		(5 742 253)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE											
									3 045 198		3 045 198
									3 045 198		3 045 198
OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE											
Souscriptions de capital									-		-
Souscriptions de primes d'émission									-		-
Distributions				(2 700 000)					(2 700 000)		(2 700 000)
Apports à la couverture de pertes									-		-
Autres opérations									-		-
									(2 700 000)		(2 700 000)
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2018	3	10 000 000	3 044 492	200 713 581	453 463	2 708 790	(6 583 719)	3 045 198	212 431 805	-	212 431 805

L'administration,

Le comptable certifié,

03.

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018

1. INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. (« CONDURIL » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo et elle a pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers individuels et consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables de l'entreprise et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

Ces états financiers ne reproduisent que les comptes individuels de l'entreprise, préparés suivant les dispositions légales. Malgré le fait que les immobilisations financières aient été enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux principes comptables généralement admis, ces états financiers n'incluent pas l'effet de l'intégration globale au niveau des actifs, des

passifs, des produits et des charges. L'entreprise prépare et présente des états financiers consolidés séparément.

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

A. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 3 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour l'entreprise, qu'elles soient contrôlables par l'entreprise ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont l'entreprise est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront

enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

B. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle, conformément aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	10 – 25
Équipement de base	3 – 16
Matériel de transport	3 – 8
Fournitures administratives	3 – 12
Autres immobilisations corporelles	3 – 10

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

C. Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables des filiales à la date d'acquisition.

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour l'entreprise. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises.

D. Contrats de location

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels l'entreprise est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

E. Immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, sociétés associées et entités contrôlées conjointement sont enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou diminué à la valeur proportionnelle de la participation dans les capitaux propres de ces sociétés, reporté à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières sont ajustées chaque année par la valeur correspondant à la participation dans le résultat net des filiales et des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. Les participations

sont encore ajustées par la valeur correspondant à la participation dans d'autres variations des capitaux propres de ces sociétés, en contrepartie du poste « Ajustements d'actifs financiers ». De plus, les dividendes perçus de ces sociétés sont enregistrés comme une réduction de la valeur des immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale (il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur à la date d'acquisition). Une évaluation des immobilisations financières dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

F. Intégration de succursales

L'information comptable des succursales où l'entreprise opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation de l'entreprise, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

G. Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du *goodwill*)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La

somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

H. Charges des financements obtenus

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

I. Stocks

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais

généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

J. Instruments financiers

i. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, l'entreprise prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

ii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iii. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

iv. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

v. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vi. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

L'entreprise ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque l'entreprise transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si l'entreprise conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

vii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

K. Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par l'entreprise comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour l'entreprise. L'entreprise ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

L. Périodes économiques

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

M. Impôt sur les bénéfices de l'exercice

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de l'entreprise, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

N. Actifs non courants détenus à la vente

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate

dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

O. Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

P. Compléments de pension

L'entreprise s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, l'entreprise a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 – Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

Q. Produit

L'entreprise comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 – Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du

produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, l'entreprise comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

R. Charges afférentes à la préparation de propositions

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

S. Travaux au sein de l'entreprise

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par l'entreprise, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

T. Faits survenus après la clôture de l'exercice

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers de l'entreprise. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues

après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers.

U. Jugements et estimations

La préparation des états financiers s'est basée sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers des exercices prenant fin le 31 décembre 2018 et 2017 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

A. Résultats par action

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

B. Monnaie étrangère

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associées à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2018		2017	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,87336	n/a	0,83382	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09130	0,09022	0,08939	0,09123
Pula botswanais	Euro	0,08150	0,08320	0,08480	0,08545
Metical mozambicain	Euro	0,01423	0,01402	0,01420	0,01397
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,07323	0,08010	0,08341	0,09219
Kwacha malawien	Euro	0,00120	0,00117	0,00115	0,00121
Kwanza angolais	Euro	0,00279	0,00325	0,00529	0,00526
Rand sud-africain	Euro	0,06066	n/a	0,06702	n/a
Dollar namibien	Euro	0,06031	n/a	0,06734	n/a

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers conformément aux règles comptables NCRF, l'entreprise a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables de l'entreprise, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque

majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

A. Dépréciation des actifs

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de l'entreprise et sur les attentes futures. L'entreprise considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Encaisse	201 043	40 731
Dépôts à vue	10 394 573	5 042 504
Dépôts à terme	919 813	942 782
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	11 515 429	6 026 017

5. PARTIES LIÉES

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

A. Total de rémunérations : 1 869 529 euros (2017 : 1 286 383 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Botswana	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon	-	-	-
FILIALES :			
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio – Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara – Garrovillas	Espanha	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	Portugal	20,11	21,85
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) – PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (président du comité exécutif) – PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-président du comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-

B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2018 et 2017, l'entreprise a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2018 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	7 161 575	-	-	6 364 178
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 640 442	100 966	-	495 263
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	828 503	-	-	-
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	1 116 901	-	-	888 000
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	1 175 218	338 373	-	802 565
	11 922 639	439 339	-	8 550 006

FILIALES :

Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	5 897 002	-	336 000	493 380
Edirio – Construções, S.A.	2 767 354	175 697	-	-
Métis Engenharia, Lda.	17 013 113	19 588 321	-	-
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	10 600 438	9 581 512	-	-
Urano, Lda.	2 679 405	2 824 003	-	-
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	103 641	-	-	-
	39 060 953	32 169 533	336 000	493 380

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :

SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	-	20 000	-
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	-	20 000	-
	28 804 639	-	40 000	-

AUTRES PARTIES LIÉES :

UTE Alcântara – Garrovillas	1 212 122	-	-	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	-	590 442	-	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	1 057 074	758 926	-	-
	2 269 196	1 349 368	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	161 581	3 376
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	-	856
	161 581	4 232

FILIALES :

Edirio – Construções, S.A.	928 306	121 887
Métis Engenharia, Lda.	147 759	-
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	7 327 977	9 319 354
Urano, Lda.	178 383	1 114 110
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	1 332 999	1 872 861
	9 915 424	12 428 212

SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :

SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	7 317	-
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	8 618	-
	15 935	-

AUTRES PARTIES LIÉES :

UTE Alcântara – Garrovillas	66 775	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	59 943
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	672 515	651 428
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	302 995	13 842
	1 042 285	725 213

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

Au 31 décembre 2017 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES	PROVISIONS
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :				
Edifer / RRC / Conduril, ACE	-	197 716	-	-
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	7 198 480	-	-	6 245 071
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	1 517 235	556 130	-	387 119
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	811 892	-	-	-
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	1 265 961	-	-	633 182
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	2 096 637	337 517	-	614 093
	12 890 205	1 091 363	-	7 879 465

FILIALES :

Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	3 594 240	-	336 000	394 327
Edirio – Construções, S.A.	2 228 691	-	-	-
Métis Engenharia, Lda.	25 478 419	32 413 030	-	-
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	14 199 244	10 993 359	15 765	47 403
Urano, Lda.	4 390 323	6 023 212	-	-
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	266 858	-	-	-
	50 157 775	49 429 601	351 765	441 730

AUTRES PARTICIPATIONS :

Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	-	-	-
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 514	-	-	-
	28 804 637	-	-	-

AUTRES PARTIES LIÉES :

Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	49 707	55 946	-	-
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	1 828 025	1 501 969	-	-
	1 877 732	1 557 915	-	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :		
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	3 558 148	18 432
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	5 706 506	394 493
	9 264 654	412 925
FILIALES :		
Edirio – Construções, S.A.	1 338 702	1 313 305
Métis Engenharia, Lda.	9 808 760	15 470 864
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	247 285	796 413
Urano, Lda.	3 237 348	5 706 230
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	205 562	-
	14 837 657	23 286 812
AUTRES PARTIES LIÉES :		
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	329 521	102 852
Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. – Succursale d'Angola	216 310	731 394
	545 831	834 246

Les financements accordés aux parties liées et enregistrés dans les autres immobilisations financières sont détaillés dans la Note 9.2.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX AMORTISSEMENT
Logiciels	3	33,33 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	3	33,33 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	31.12.2018		31.12.2017	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Logiciels	94 267	87 718	94 267	82 524
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Droits de superficie	5 801 426	600 149	5 801 426	580 447
Autres immobilisations incorporelles	2 006	1 727	2 006	1 727
TOTAL	5 944 820	689 594	5 944 820	664 698

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AUTRES	AMORTISSEMENT DE L'EXERCICE - AUTRES	
	31.12.2018	31.12.2017
Logiciels	5 194	8 416
Droits de superficie	19 702	31 378
TOTAL	24 896	39 794

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2018 et 2017 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2018				
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :					
Solde au 31.12.2017	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
Acquisitions	-	-	-	-	-
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820

AMORTISSEMENTS CUMULÉS :

Solde au 31.12.2017	580 447	82 524	-	1 727	664 698
Acquisitions	19 702	5 194	-	-	24 896
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	600 149	87 718	-	1 727	689 594
VALEUR NETTE	5 201 277	6 549	47 121	279	5 255 226

	2017				
	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :					
Solde au 31.12.2016	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820
Acquisitions	-	-	-	-	-
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	5 801 426	94 267	47 121	2 006	5 944 820

AMORTISSEMENTS CUMULÉS :

Solde au 31.12.2016	549 069	74 108	-	1 727	624 904
Acquisitions	31 378	8 416	-	-	39 794
Transferts et mise au rebut	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	580 447	82 524	-	1 727	664 698
VALEUR NETTE	5 220 979	11 743	47 121	279	5 280 122

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

B. Méthode de dépréciation utilisée :

L'entreprise amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	10 - 25	4 % - 10 %
Équipement de base	3 - 16	6,25 % - 33,33 %
Matériel de transport	3 - 8	12,50 % - 33,33 %
Fournitures administratives	3 - 12	8,33 % - 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	3 - 10	10 % - 33,33 %

D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2018							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2017	2 622 286	24 687 177	80 621 343	23 259 966	1 881 221	1 165 960	16 349 915	150 587 868
Acquisitions	-	-	1 280 367	1 093 833	19 394	235 173	2 951 551	5 580 318
Cessions	-	-	(2 226 785)	(613 972)	-	(435)	-	(2 841 192)
Transferts et mise au rebut	-	-	785 948	(385 114)	-	(24 533)	(1 142 554)	(766 253)
Solde au 31.12.2018	2 622 286	24 687 177	80 460 873	23 354 713	1 900 615	1 376 165	18 158 912	152 560 741
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2017	-	15 926 530	58 228 261	19 562 313	1 566 768	700 219	-	95 984 091
Acquisitions	-	705 109	4 389 516	883 750	56 858	173 266	-	6 208 499
Cessions	-	-	(1 185 185)	(547 607)	-	(435)	-	(1 733 227)
Transferts et mise au rebut	-	-	(103 974)	(311 156)	-	(24 533)	-	(439 663)
Solde au 31.12.2018	-	16 631 639	61 328 618	19 587 300	1 623 626	848 517	-	100 019 700
VALEUR NETTE	2 622 286	8 055 538	19 132 255	3 767 413	276 989	527 648	18 158 912	52 541 041

	2017							
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	TOTAL
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2016	2 622 286	23 417 074	80 920 590	23 446 771	1 826 741	1 154 551	10 504 974	143 892 987
Acquisitions	-	-	1 497 633	569 663	45 428	18 993	7 591 747	9 723 463
Cessions	-	-	(1 931 603)	(704 954)	(1 715)	-	-	(2 638 272)
Transferts et mise au rebut	-	1 270 103	134 723	(51 514)	10 767	(7 584)	(1 746 806)	(390 311)
Solde au 31.12.2017	2 622 286	24 687 177	80 621 343	23 259 966	1 881 221	1 165 960	16 349 915	150 587 868
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2016	-	15 222 863	53 235 295	18 990 197	1 493 082	494 565	-	89 436 002
Acquisitions	-	703 667	6 537 594	1 332 844	74 191	205 388	-	8 853 684
Cessions	-	-	(1 542 320)	(694 826)	(942)	-	-	(2 238 088)
Transferts et mise au rebut	-	-	(2 308)	(65 902)	437	266	-	(67 507)
Solde au 31.12.2017	-	15 926 530	58 228 261	19 562 313	1 566 768	700 219	-	95 984 091
VALEUR NETTE	2 622 286	8 760 647	22 393 082	3 697 653	314 453	465 741	16 349 915	54 603 777

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	2 891 541	7 591 747
Équipement de base	15 736	-
Matériel de transport	44 274	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	2 951 551	7 591 747

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	705 109	703 667
Équipement de base	4 389 516	6 537 594
Matériel de transport	883 750	1 332 844
Fournitures administratives	56 858	74 191
Autres immobilisations corporelles	173 266	205 388
TOTAL	6 208 499	8 853 684

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AMORTISSEMENT CUMULÉ	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	16 631 639	15 926 530
Équipement de base	61 328 618	58 228 261
Matériel de transport	19 587 300	19 562 313
Fournitures administratives	1 623 626	1 566 768
Autres immobilisations corporelles	848 517	700 219
TOTAL	100 019 700	95 984 091

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2018 et 2017, concernent les projets suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
	31.12.2018	31.12.2017
Bâtiments et autres constructions	17 873 868	16 349 915
Équipements	101 732	-
Matériel de transport	183 312	-
Autres actifs	-	-
TOTAL	18 158 912	16 349 915

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

2018	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	44 612 321	32 747 340	11 864 981
Angola	82 720 635	50 456 625	32 264 010
Mozambique	8 617 030	4 339 950	4 277 080
Maroc	2 215 078	2 166 803	48 275
Botswana	60 163	48 445	11 718
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 057 528	8 292 015	2 765 513
Malawi	1 801 868	1 123 039	678 829
Gabon	1 471 642	842 649	628 993
TOTAL	152 560 741	100 019 700	52 541 041

2017	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	44 990 788	32 387 468	12 603 320
Angola	80 344 301	48 889 536	31 454 765
Mozambique	8 234 416	3 740 193	4 494 224
Maroc	2 215 078	2 009 250	205 828
Botswana	89 614	76 064	13 549
Cap-Vert	4 476	2 834	1 642
Zambie	11 055 488	7 351 990	3 703 498
Malawi	1 801 868	775 690	1 026 178
Gabon	1 851 839	751 066	1 100 773
TOTAL	150 587 868	95 984 091	54 603 777

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2018 et 2017 :

	31.12.2018	31.12.2017
Équipement de base	970 669	820 886
Matériel de transport	1 464 896	724 013
TOTAL	2 435 565	1 544 899

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2018 et 2017 et leur valeur actuelle :

	31.12.2018	31.12.2017
Paiements minimaux jusqu'à un an	895 291	497 598
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	1 676 094	955 796
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX	2 571 385	1 453 394
Paiement d'intérêts futurs	45 559	27 680
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	2 525 826	1 425 714

C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Moins d'un an	895 291	497 598	872 467	483 294
Plus d'un an et de moins de 5 ans	1 676 094	955 796	1 653 359	942 420
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	2 571 385	1 453 394	2 525 826	1 425 714

9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

9.1. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Participations financières – méthode de la mise en équivalence »

	31.12.2018	31.12.2017
Filiales	7 299 185	12 334 060
Entités contrôlées conjointement	-	107 863
Sociétés associées	823 721	-
TOTAL	8 122 906	12 441 923

9.2. Filiales

A. Liste et description des filiales :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Edirio – Construções, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Mise en équivalence
Urano, Lda.	99,00 %	Mise en équivalence
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	100,00 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 074 002	(494 380)	(99 053)
Edirio – Construções, S.A.	151 621	3 274 896	164 121	4 812
Métis Engenharia, Lda.	5 041 220	23 724 501	5 092 141	18 081
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	193 654	15 912 859	193 653	271 363
Urano, Lda.	1 627 868	6 813 721	1 644 311	180 950
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	284 822	699 889	284 822	(12 418)
TOTAL	7 299 185			

2017 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	-	5 069 064	(395 326)	(164 494)
Edirio – Construções, S.A.	146 810	2 461 716	159 310	351 466
Métis Engenharia, Lda.	9 404 523	38 754 410	9 264 378	238 046
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	-	19 176 465	(63 168)	(132 746)
Urano, Lda.	2 775 097	10 648 789	2 803 165	737 334
Conduril Engenharia – Açores, S.A.	7 630	1 049 151	7 630	(177 815)
TOTAL	12 334 060			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2018, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	336 000	336 000
Edirio – Construções, S.A.	12 500	-
ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.	15 806	-
TOTAL	364 306	336 000

9.3. Coentreprises

A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Edifer / RRC / Conduril, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et RRC
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	33,33 %	-	11 892 929	(19 094 444)	(357 356)
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 033	(990 527)	(216 288)
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	-	3 901 636	(4 814 426)	(1 271 121)
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	5 799 750	(4 972 003)	(1 535 752)
TOTAL		-			

2017 DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Edifer / RRC / Conduril, ACE	33,33 %	107 863	609 606	607 146	284 150
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE	33,33 %	-	11 892 929	(19 094 444)	(357 356)
Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE	33,33 %	-	n/d	n/d	n/d
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	-	8 818 033	(990 527)	(216 288)
RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	-	6 024 478	(3 545 254)	(4 447 544)
RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	-	10 230 179	(3 438 368)	(2 282 516)
TOTAL		107 863			

Le groupement d'intérêt économique Edifer / RRC / Conduril a été dissous en 2018.

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CIA / Lot 3 – Construção ACE, du Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et du Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE n'étaient pas disponibles.

C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers selon la méthode de la mise en équivalence, de la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, l'investissement est initialement comptabilisé au coût et la valeur comptabilisée est ajustée en fonction de la valeur qui correspond à la quote-part détenue dans le résultat net, des dividendes perçus et des variations dans les capitaux propres.

9.4. Sociétés associées

A. Liste et description des sociétés associées :

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	21,85 %	Mise en équivalence
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

2018 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	292 374 039	(8 626 182)	7 423 213
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	179 633 938	15 852 232	(10 227 909)
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	414 000	2 621 733	1 242 123	1 182 123
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	409 720	3 558 915	1 229 287	434 401
TOTAL	823 720			

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en 2018, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	11 396 123	20 000
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	17 408 516	20 000
TOTAL	28 804 639	40 000

9.5. Revenus / pertes dans des filiales et des coentreprises

REVENUS / PERTES DANS DES FILIALES ET DES COENTREPRISES	31.12.2018	31.12.2017
Charges et pertes dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	171 942	(424 297)
Revenus et produits dans des filiales, des sociétés associées et des coentreprises	1 056 217	1 124 913
Suppression de revenus liés à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	263 312	179 687
Suppression de charges liées à la vente d'immobilisations corporelles à des succursales	-	(29 830)
Provisions pour des pertes dans des entreprises du groupe (Note 13)	(722 191)	(1 059 581)
TOTAL	769 279	(209 108)

10. STOCKS

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

L'entreprise évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Matières premières et fournitures consommables	12 465 277	11 796 879
Marchandises	9 646	27 806
Produits finis et intermédiaires	129 375	129 375
Produits et travaux en cours	-	-
	12 604 298	11 954 060
Pertes de valeur	(873 109)	(847 802)
TOTAL	11 731 189	11 106 258

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Stock initial	27 806	50 190	10 949 077	11 564 828
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Achats	-	-	26 532 738	29 979 100
Reclassement et régularisation de stocks	(18 160)	(22 384)	-	-
Stock final	(9 646)	(27 806)	(11 592 168)	(10 949 077)
CHARGES DE L'EXERCICE	-	-	25 889 647	30 594 851

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Stock initial	129 375	129 375	-	310 187
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Stock final	(129 375)	(129 375)	-	-
VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION	-	-	-	310 187

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	25 307	56 899
Produits finis et intermédiaires	-	-
Produits et travaux en cours	-	-
TOTAL	25 307	56 899

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017	847 802
Apport	25 307
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2018	873 109

	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2016	790 903
Apport	56 899
Reprise	-
Utilisation	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2017	847 802

11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2018 et 2017, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2018	PRODUIT DE 2017
Contrats de construction	116 378 487	136 399 636
TOTAL	116 378 487	136 399 636

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

2018	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	241 386 738	321 092 537	3 274 705	910 168
TOTAL	241 386 738	321 092 537	3 274 705	910 168

2017	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	257 758 469	354 047 924	6 900 473	1 977 656
TOTAL	257 758 469	354 047 924	6 900 473	1 977 656

12. PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

L'entreprise comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

A. Ventas – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

B. Prestations de services – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

C. Intérêts – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. Dividendes – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2018	31.12.2017
Ventes de biens	40 823	457 907
Prestations de services	119 659 428	140 003 060
Intérêts	2 656 666	3 349 826
Dividendes	800 907	4 178 380
TOTAL	123 157 824	147 989 173

13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

13.1. Provisions

L'entreprise comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	2 287 428	453 088	(323 772)	-	2 416 744
Autres provisions	3 293	172 466	(22 545)	72	153 286
	2 290 721	625 554	(346 317)	72	2 570 030
Immobilisations financières (Note 9)	8 321 195	769 594	(47 403)	-	9 043 386
TOTAL	10 611 916	1 395 148	(393 720)	72	11 613 416

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	1 983 694	364 222	-	(60 488)	2 287 428
Autres provisions	1 220	3 348	-	(1 275)	3 293
	1 984 914	367 570	-	(61 763)	2 290 721
Immobilisations financières (Note 9)	7 261 614	1 251 737	-	(192 156)	8 321 195
TOTAL	9 246 528	1 619 307	-	(253 919)	10 611 916

Les provisions destinées aux immobilisations financières concernent des filiales dans le cadre de l'application de la méthode de la mise en équivalence, notamment le Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE, Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A., le Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE.

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, l'entreprise est convaincue que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2018, l'entreprise avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 56 258 904 euros (le 31 décembre 2017, le montant s'élevait à 59 691 331 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

13.4. Gestion des risques financiers

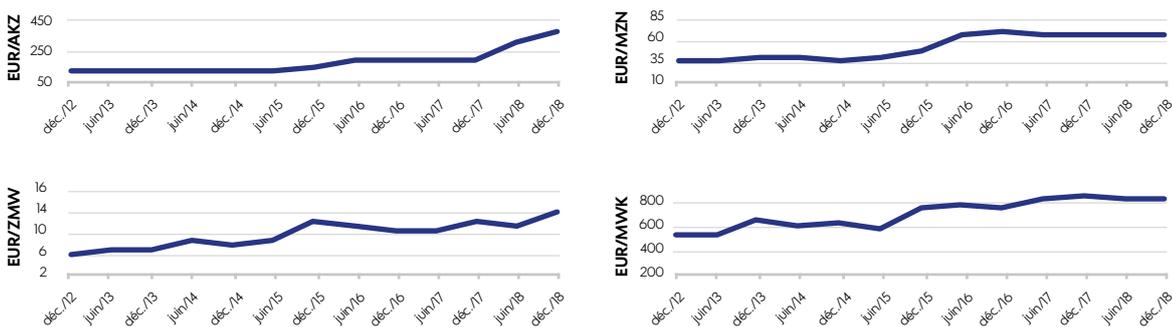
A. Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

B. Risque de taux de change

Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.

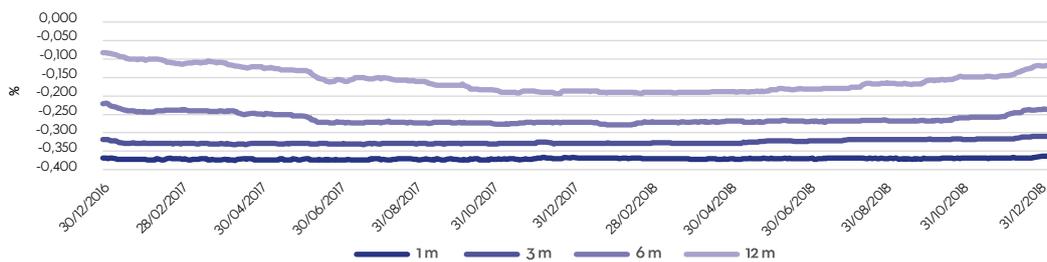
Évolution du taux de change



C. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. En 2018, aucune couverture de taux d'intérêt n'a été réalisée, une décision qui s'est avérée la bonne. Nous avons également réduit ce type de risque grâce à la transformation d'une partie du financement en financement indexé à taux fixe. Nous sommes attentifs à cette question, l'exécution d'une couverture de taux d'intérêt restant toujours ouverte pour une partie de notre financement.

Évolution du taux Euribor



D. Risque de crédit

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier de l'entreprise. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

i. d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés ;

ii. de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;

iii. de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;

iv. d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

E. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. Toujours pour une question de politique, ces facilités sont contractualisées sans impliquer l'octroi de garanties.

14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2018	31.12.2017
Différences de change défavorables		
- Autres charges	7 135 907	10 508 920
TOTAL	7 135 907	10 508 920
Différences de change favorables		
- Autres charges	3 000 522	10 961 104
TOTAL	3 000 522	10 961 104

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2017	(4 252 250)
Différences de change défavorables	(5 722 150)
Différences de change favorables	-
Solde au 31.12.2018	(9 974 400)

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2016	(4 259 241)
Différences de change défavorables	6 991
Différences de change favorables	-
Solde au 31.12.2017	(4 252 250)

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 11 mars 2019. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations de l'entreprise, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle de l'entreprise de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018, les charges encourues par l'entreprise se sont chiffrées à 71 850 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 74 477 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, l'entreprise comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	71 850
TOTAL	71 850

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2018	31.12.2017
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	9 309 390	5 792 123
	9 309 390	5 792 123
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	239 916	109 548
	239 916	109 548
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	9 549 306	5 901 671

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2018	31.12.2017
Résultat avant impôts	12 594 504	12 908 367
Charges d'impôt sur les bénéfices	9 549 306	5 901 671
Taux effectif d'impôt	75,82 %	45,72 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2017 et 2018)	4 589 997	4 355 958
AJUSTEMENTS :		
Taux différenciés d'impôt et effet de la double imposition	1 727 428	507 335
Application de la méthode de la mise en équivalence	(83 254)	(66 674)
Ajustements des valeurs des actifs non déductibles	5 331	27 190
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	2 922 374	114 898
Provisions non acceptées comme des charges	33 675	81 904
Reprises de provisions non imposées	-	(268)
Restitution / Insuffisance d'impôt	15 233	(31 250)
Autres revenus non imposés	(3 628 504)	(1 051 148)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(609 341)	(367 210)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	4 796 269	2 765 260
Impositions autonomes	244 663	196 383
Avantages fiscaux	(1 835)	(1 543)
Impôt différé découlant d'exercices précédents	239 916	109 548
Différences de change non imposées	(722 796)	-
Double imposition internationale	-	(522 775)
Autres	20 150	(215 937)
	4 959 309	1 545 713
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	9 549 306	5 901 671

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2018, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Autres	103 713	(12 659)	-	(91 054)	-
TOTAL	103 713	(12 659)	-	(91 054)	-
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	984 946	-	-	(44 189)	940 757
Dépréciations non acceptées	254 140	(31 020)	193 051	-	416 171
TOTAL	1 239 086	(31 020)	193 051	(44 189)	1 356 928

Le 31 décembre 2017, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Pertes fiscales	236 714	(30 708)	-	(206 006)	-
Autres	31 929	(1 541)	103 713	(30 388)	103 713
TOTAL	268 643	(32 249)	103 713	(236 394)	103 713

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	1 057 889	-	-	(72 943)	984 946
Dépréciations non acceptées	234 788	(30 457)	49 809	-	254 140
TOTAL	1 292 677	(30 457)	49 809	(72 943)	1 239 086

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

18.1. Bases d'évaluation

La politique de l'entreprise est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

L'entreprise mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

L'entreprise ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détentrice d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2018		31.12.2017	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	114 925 890	-	131 728 693	(105 936)
Créances clients, avec garanties	2 937 428	-	5 454 928	-
Créances douteuses	2 157 877	(2 157 877)	2 811 643	(2 811 643)
TOTAL	120 021 195	(2 157 877)	139 995 264	(2 917 579)

18.3. Actifs financiers détenus à des fins de négociation

Au 31 décembre 2017, ce poste comprend les titres de dette publique émis par l'État angolais à court terme (obligations d'État), reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés du client Instituto Nacional de Estradas de Angola.

18.4. Autres actifs financiers

Le montant inscrit dans ce poste, au 31 décembre 2017, est intégré dans la « Convention sur l'exportation de biens, d'équipements et de services d'origine portugaise vers la République d'Angola », qui bénéficie de la garantie de l'État portugais et a été perçu en mars 2018.

18.5. Financements obtenus

Le 31 décembre 2018 et 2017, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2018	31.12.2017
Comptes cautionnés	4 618 249	20 836 065
Emprunts bancaires	24 497 516	41 798 706
Billet de trésorerie	13 000 000	32 141 669
Contrats de location-financement	2 525 825	1 425 714
Affacturage	2 742 525	288 824
Découverts bancaires souscrits	98	17 946 907
TOTAL	47 384 213	114 437 885

18.6. Participations financières enregistrées au coût et autres immobilisations financières

Les immobilisations financières dans des filiales, des sociétés associées et des entités contrôlées conjointement sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2018 et 2017, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2018			31.12.2017		
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS		PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	11 396 123	(20 000)	110 000	11 396 123	-
SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	-	17 408 516	(20 000)	129 500	17 408 516	-
Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-	-	5 000	-	-
Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	-	-	5 001	-	-
Garval	1 682	-	-	-	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	-	-	-
Norgarante	18 877	-	-	10 000	-	-
BAI – Banco Africano Investimento	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	76 815	-	-	76 815	-	-
Edirio, S.A.	-	12 500	-	-	12 500	-
Conduril – Concessões Infraest., S.A.	-	336 000	(336 000)	-	336 000	(351 765)
ENOP – Eng. Obras Públicas, Lda.	-	15 806	-	-	15 765	-
Autres – Titres de dette publique	54 993 624	-	-	55 470 944	-	-
Autres – FCT	34 222	-	-	24 666	-	-
TOTAL	55 468 278	29 168 945	(376 000)	56 173 301	29 168 904	(351 765)
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		84 261 223			84 990 440	

18.7. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2018	31.12.2017
Dépôts en banque	2 656 321	3 348 016
Autres	345	1 810
TOTAL	2 656 666	3 349 826

B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2018	31.12.2017
Financements	5 705 651	10 547 804
Contrats de location-financement	18 115	13 893
Autres	1 740	66 666
TOTAL	5 725 506	10 628 363

18.8. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, l'entreprise a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, l'entreprise a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2018		
	APPORT	REPRISES	UTILISATION
Clients	310 390	(569 335)	(394 821)
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	310 390	(569 335)	(394 821)

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2017	
	APPORT	REPRISES
Clients	418 107	-
Autres comptes débiteurs	-	-
Autres actifs financiers	-	-
TOTAL	418 107	-

18.9. Montant de capital social

Le 31 décembre 2018, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

18.10. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2018, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

19. AVANTAGES DU PERSONNEL

19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2018, 113 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2018, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2018	31.12.2017
Coût des services courants	315 991	267 113
Coûts des intérêts	307 037	345 055
Gains et pertes actuariels	-	-
Rendement des actifs	(239 715)	(327 224)
Autres variations	-	-
TOTAL	383 313	284 944

Le 31 décembre 2018, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 627 762 euros (2017 : 2 438 455 euros). La réduction du déficit constatée en 2018 est due à la contribution pour le fonds d'un montant de 2 000 000 euros. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 065 500 euros (2017 : 1 499 220 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2018 et 2017 :

	31.12.2018	31.12.2017
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Âge normal de la retraite	65 ans	65 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	4,5 %	4,5 %
Taux de croissance des salaires	1,75 %	1,75 %

19.2. Avantages sociaux

Au 31 décembre 2018, dans le cadre de l'activité de la Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), environ 697 collaborateurs en Angola et au Mozambique bénéficiaient de plans de connaissance spécialisés, aussi bien dans le domaine technique et professionnel que dans celui de l'alphabétisation et de la scolarisation, sur leurs lieux de travail. Les charges associées à cette activité sont financées dans leur totalité par CONDURIL - Engenharia, S.A..

Le 31 décembre 2018, les opérations/actions/programmes de l'exercice sont résumés comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2018
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	258 543
Formation technique et professionnelle	180 980
Formation humaine et culturelle	25 854
RVCCP (Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles)	51 709
TOTAL	517 086

20. AUTRES INFORMATIONS

20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2018 et 2017, est le suivant :

ACTIF	31.12.2018	31.12.2017
Impôt sur le revenu des personnes physiques	4 177	4 183
Taxe sur la valeur ajoutée	8 374 290	7 823 838
Impôt sur le revenu des personnes morales	3 025 589	1 173 443
Autres impositions	1 937 681	3 305 530
TOTAL	13 341 737	12 306 994

PASSIF	31.12.2018	31.12.2017
Impôt sur le revenu des personnes physiques	443 845	460 499
Taxe sur la valeur ajoutée	5 782 034	3 373 005
Cotisations à la Sécurité sociale	511 491	457 300
Impôt sur le revenu des personnes morales	7 561 409	2 269 890
Autres impositions	429 835	394 071
TOTAL	14 728 614	6 954 765

20.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2018 et 2017, se sont réparties comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Marché intérieur	27 526 693	24 348 535
Marché extérieur	92 173 558	116 112 432
TOTAL	119 700 251	140 460 967

20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Contrats de sous-traitance	22 098 779	28 851 599
Services spécialisés	14 083 974	19 437 492
Matériaux	1 245 238	2 893 934
Énergie et fluides	3 242 776	5 455 292
Déplacements, séjours et transports	3 584 846	3 420 832
Loyers et locations	2 672 618	1 694 906
Communication	338 327	418 670
Assurances	1 039 639	781 765
Contentieux et notaires	35 957	33 500
Frais de représentation	98 009	106 966
Nettoyage, hygiène et confort	213 698	274 673
Autres services	949 993	2 111 480
TOTAL	49 603 854	65 481 109

20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Rémunérations des organes sociaux	1 717 910	1 124 576
Rémunérations du personnel	23 668 510	27 892 300
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19)	383 313	284 944
Indemnités	163 773	88 527
Charges sur rémunérations	2 723 756	2 854 711
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	725 584	754 633
Charges aide sociale	1 781 762	2 299 392
Autres	761 950	971 124
TOTAL	31 926 558	36 270 207

20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Revenus supplémentaires	6 786 185	13 880 717
Escomptes obtenus pour paiement comptant	162 395	6 892
Différences de change favorables	3 000 522	10 961 104
Gains de stocks	11 310	7 567
Revenus et produits dans les autres actifs non financiers	308 844	352 608
Intérêts perçus	2 656 666	3 349 825
Dividendes perçus	800 907	4 178 380
Corrections relatives à des exercices précédents	538 679	239 819
Revenus contractuels	7 964 514	-
Autres	414 694	210 824
TOTAL	22 644 716	33 187 736

20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Impôts	1 597 708	3 170 375
Escomptes attribués pour paiement comptant	1 041 790	818 783
Créances irrécouvrables	29 364	51 949
Différences de change défavorables	7 135 907	10 508 920
Charges et pertes dans des investissements non financiers	63 595	31 575
Amendes et pénalités	801 086	70 484
Corrections relatives à des exercices précédents	354 593	230 674
Autres	1 025 351	114 899
TOTAL	12 049 394	14 997 659

20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2018	31.12.2017
Charges d'intérêts	5 723 766	10 561 697
Autres charges et pertes de financement	588 303	604 267
TOTAL	6 312 069	11 165 964

20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2018	31.12.2017
Charges à comptabiliser – assurances	225 072	243 993
Fonds de pension – excédent (Note 19)	-	-
Autres	37 574	30 364
TOTAL	262 646	274 357

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2018	31.12.2017
Produits à comptabiliser – NCRF 19	288 522	1 262 666
Produits à comptabiliser – bénéfices opérations intérieures	771 620	942 157
Fonds de pension (Note 19)	-	-
Facturation à comptabiliser	162 899	308 637
TOTAL	1 223 041	2 513 460

20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Fournisseurs soldes débiteurs	730 909	466 402
Avances aux fournisseurs	867 625	1 610 570
Débiteurs divers – parties liées	24 716 632	30 029 419
Débiteurs pour hausse des revenus	27 803 852	13 085 367
Acomptes sur ventes	630 444	49 751
Personnel	41 904	33 620
Débiteurs divers	10 910 302	1 544 498
TOTAL	65 701 668	46 819 627

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2018 et 2017, se compose comme suit :

	31.12.2018	31.12.2017
Clients soldes créditeurs	37 349	43 199
Personnel	1 459 748	2 021 519
Fournisseurs d'investissements	251 263	164 024
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	1 404 562	2 754 148
Créanciers pour hausse des charges – autres	5 424 590	3 242 367
Créanciers divers – parties liées	369 038	1 320 862
Créanciers divers	1 119 940	1 417 727
TOTAL	10 066 490	10 963 846

20.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 3 045 198 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 900 000 euros, ce qui correspond à 0,50 euro par action ;
- Réserves libres : 2 145 198 euros.

21.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2018, les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 28 750 euros.

L'administration,

21. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi. Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin.

Le comptable certifié,

21.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

	31.12.2018	31.12.2017
Portugal	30 529 173	27 102 505
Angola	48 847 202	80 098 084
Mozambique	10 404 587	2 978 455
Maroc	-	419 526
Zambie	21 406 554	18 199 823
Malawi	5 159 291	4 697 626
Gabon	3 353 444	6 964 948
TOTAL	119 700 251	140 460 967



04 RAPPORT ET AVIS
DU CONSEIL DE
SURVEILLANCE

COMPTES ANNUELS **2018**

EXERCICE DE 2018

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport de gestion, le bilan, les comptes et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de CONDURIL - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de CONDURIL - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion présenté par le Conseil d'administration, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de CONDURIL - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2018, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

04

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion, le bilan, les comptes et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2018, soient approuvés,

2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 13 mars 2019

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ademar Américo Soares Paiva, président

Maria de Lourdes Lopes Chaves

Júlio Gales Ferreira Pinto



GO DOWN DRILL

05 CERTIFICATION
LÉGALE DES
COMPTES

COMPTES ANNUELS **2018**

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (l'entité), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018 (présentant un total de 370 596 384 euros et un total de capitaux propres de 212 431 805 euros, incluant un résultat net de 3 045 198 euros), le compte de résultat par nature, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants de l'entité et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables ;

05

CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité de l'entité à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations

comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;

- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité de l'entité à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire l'entité à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers.

RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Sur le rapport de gestion

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur l'entité, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 12 mars 2019

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (CLC 1126)

G O N

D U

R I L

CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde – Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL

ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota – Luanda – Angola
T. +244 949 422 665
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL

MOÇAMBIQUE

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique
T. +258 219 025 88
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL

BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village
Tlokweng – Gaborone – Botswana
T. +267 319 02 53
info@conduril.co.bw

CONDURIL

ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
Lusaka – Zambia
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka – Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL

MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40
Liwonde – Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

CONDURIL

GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)
Libreville – Gabon
gabon@conduril.pt